

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES***



**Édition Chronologique n° 2 du 13 janvier 2016**

**PARTIE PERMANENTE**

Armée de terre

Texte 9

**ARRÊTÉ**

portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif à la vidéosurveillance au 1er régiment de spahis de Valence.

*Du 3 novembre 2015*

ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE DE TERRE : *sous-chefferie « performance synthèse » ; bureau d'appui juridique.*

**ARRÊTÉ portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif à la vidéosurveillance au 1er régiment de spahis de Valence.**

*Du 3 novembre 2015*

NOR D E F T 1 5 5 2 0 2 2 A

---

*Classement dans l'édition méthodique : BOEM 160.5.2.1.1*

*Référence de publication : BOC n° 2 du 13 janvier 2016, texte 9.*

---

Le ministre de la défense,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment son article 23. ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié, relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement ;

Vu le récépissé n° 1880301 v 0 de la commission nationale de l'informatique et des libertés du 7 août 2015,

Arrête :

Art. 1er. Il est créé au ministère de la défense, à l'état-major de l'armée de terre, un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif à la vidéosurveillance et dont la finalité est de renforcer la sécurité des biens et des personnes au 1<sup>er</sup> régiment de spahis de Valence.

Art. 2. Les catégories de données à caractère personnel enregistrées sont celles relatives :

- aux données d'identification ;
- à la capture d'images vidéo : numéro de caméra, capture d'image, date et heure de capture.

Art. 3. Les informations et les données à caractère personnel ainsi enregistrées sont conservées un mois maximum, hors cas d'enquête judiciaire.

Art. 4. Les destinataires des données à caractère personnel enregistrées sont, en fonction de leurs attributions respectives et du besoin d'en connaître :

- le commandant de la base de défense de Valence ;
- le chef de corps du 1<sup>er</sup> régiment de spahis ;
- le commandant en second du 1<sup>er</sup> régiment de spahis ;
- le commandant du groupement de soutien de la base de défense de Valence ;
- l'officier supérieur adjoint du 1<sup>er</sup> régiment de spahis ;
- le chef du service général du 1<sup>er</sup> régiment de spahis ;

- le capitaine commandant l'escadron d'encadrement du personnel militaire du groupement de soutien de la base de défense de Valence.

Art. 5. Le droit d'accès prévu à l'article 39. de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 susvisée, s'exerce auprès de l'officier sécurité du 1<sup>er</sup> régiment de spahis, quartier Baquet, BP 1008, 26032 Valence Cedex.

Art. 6. Le chef de corps du 1<sup>er</sup> régiment de spahis est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel des armées*.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le général de division,  
sous-chef d'état-major « performance-synthèse » de l'état-major de l'armée de terre,*

François LECOINTRE.